

## L'entreprise

Au Québec on compte plus de 195 000 employeurs.

Qu'est-ce qu'une entreprise?

Une entreprise est une organisation autonome dont l'objectif est de produire des biens et des services destinés à être vendus, et qui combine l'utilisation de la force de travail et des compétences de la main-d'œuvre, l'injection de capitaux et l'emploi de certaines technologies.

### **Les différents types d'entreprise**

L'entreprise privée est possédée par un ou des individus qui la gèrent en fonction de leurs intérêts.

L'entreprise publique, ou société d'État, est une entreprise qui est la propriété d'un gouvernement. Celles appartenant au gouvernement fédéral s'appellent sociétés de la Couronne.

L'entreprise mixte appartient à la fois à des individus et à l'état. Dans la pratique c'est une entreprise dont le capital, majoritairement privé, provient aussi d'un gouvernement ou d'une agence.

L'entreprise sociale, parfois appelée entreprise d'économie sociale, pourrait être vue comme une forme particulière d'entreprise privée : bien qu'elle appartienne en effet à des individus, son objectif n'est cependant pas le profit, mais la satisfaction des besoins de ses membres ou d'une population. (coopérative).

## Nombre d'entreprises au Québec, en Ontario et au Canada en 2000

	Total	Indéterminé*	Avec employés	1 à 4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 à 499	500 et +
Québec	462 194	219 759	242 435	154 375	37 519	23 753	17 022	5 672	2 395	1 110	589
Ontario	677 505	346 638	330 867	186 326	55 968	39 686	30 659	10 364	4 892	2 035	937
Canada	1 970 099	950 270	1 019 829	605 014	170 916	116 186	82 402	26 271	11 682	5 036	2 322
Québec/Ontario	68,2 %	63,4 %	73,3 %	82,9 %	67,0 %	59,9 %	55,5 %	54,7 %	49,0 %	54,5 %	62,9 %
Québec/Canada	23,5 %	23,1 %	23,8 %	25,5 %	22,0 %	20,4 %	20,7 %	21,6 %	20,5 %	22,0 %	25,4 %

### En % du total d'entreprises avec employés

Québec	100,0 %	63,7 %	15,5 %	9,8 %	7,0 %	2,3 %	1,0 %	0,5 %	0,2 %
Ontario	100,0 %	56,3 %	16,9 %	12,0 %	9,3 %	3,1 %	1,5 %	0,6 %	0,3 %
Canada	100,0 %	59,3 %	16,8 %	11,4 %	8,1 %	2,6 %	1,1 %	0,5 %	0,2 %

\* Entreprises qui n'ont pas d'employés inscrits sur leur liste de paie.

Remarque : Ces résultats doivent être utilisés avec prudence. Le guide méthodologique sur le registre des entreprises précise en effet que l'on l'utilise cette estimation de l'effectif uniquement à titre de variable de stratification de la taille des entreprises, notamment pour accroître l'efficacité des échantillons prélevés aux fins des enquêtes statistiques. Les tranches d'effectifs ne doivent pas être utilisées pour compiler des estimations de l'effectif à l'échelle des industries.

Source : Statistique Canada, Division du registre des entreprises (2000). *Site Web d'Industrie Canada : Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, [En ligne], [<http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/mi07237f.html>], printemps.

Quant aux entreprises de moins de 100 employés, elles représentaient 98% des entreprises et 41% des emplois. En revanche, les entreprises de 500 employés ou plus représentaient 0,6% du nombre total d'entreprises, mais quelque 40% des emplois.

# La dynamique de la création et de la disparition d'entreprises et d'emplois.

## Le taux de survie des entreprises

Quelle est la probabilité qu'une nouvelle entreprise survive dans le temps? Une étude longitudinale de Statistique Canada établie sur la période de 1984 à 1994 fournit des réponses intéressantes à cette question. Globalement, au Québec, pendant les dix années couvertes par cette étude, 35 % des entreprises poursuivaient leurs activités cinq ans après leur création. C'est donc dire que, tous secteurs et toutes tailles confondus, près des deux tiers des nouvelles entreprises ne franchissent pas leur cinquième année d'existence. La proportion passe à plus de 80 % pour les dix ans d'existence. Dans 9 cas sur 10, la fermeture n'est pas due à une faillite mais à un arrêt volontaire d'activité.

Ce constat doit cependant être nuancé : selon la taille de l'entreprise, le secteur d'activité, les données peuvent varier considérablement. Ainsi, les entreprises de 5 employés ou plus ont-elles un taux de survie de près de 35 % contre moins de 20 % pour les entreprises artisanales de 1 à 4 employés.

La différence de taux de survie est également facilement observable selon l'industrie. C'est dans les secteurs manufacturier, du commerce de gros, du transport et entreposage que la survie des entreprises est la plus forte, alors que la pêche, la forêt, le commerce de détail, l'hébergement et la restauration et les services divers connaissent les taux de survie les plus faibles. Dans ces différents secteurs, la tendance à la hausse du taux de survie en fonction de l'âge des entreprises, observée précédemment, se retrouve à nouveau : ainsi, le taux de survie dans le secteur manufacturier, par exemple, est-il de 45,3 % après dix ans pour les entreprises de 100 employés et plus, contre un taux de 25,2 % pour les entreprises de moins de 5 employés. Cet examen souligne un constat important : la probabilité que les entreprises de 5 employés ou plus survivent cinq ans est de plus de 50 % dans la quasi-totalité des secteurs.

Avec le temps, la probabilité qu'une entreprise poursuive ses activités une année de plus augmente : c'est ce que l'on appelle le taux de passage. C'est au cours des premières années de vie d'une entreprise que les taux de passage sont les plus faibles, passant de 75,2 % la première année à 82,3 % après trois ans et atteignant plus de 90 % la dixième année. Encore une fois, le taux de passage tend à augmenter avec la taille des entreprises.

D'autres facteurs peuvent également influencer le taux de survie des entreprises : le type d'entreprise, l'âge et le sexe du ou des entrepreneurs, le montant de l'investissement, la source de financement, le type de gestion, la conjoncture économique ou autres. Certains de ces facteurs sont sans doute

plus mesurables que d'autres. On sait par exemple que le taux de survie des coopératives est presque deux fois plus élevé que la moyenne des entreprises après cinq ans (64 % contre 35 %) et plus de deux fois plus élevé après dix ans (46 % contre 20 %). Quoiqu'il en soit, il n'existe pas d'évaluation systématique de la relation entre l'ensemble de ces éléments et la survie des entreprises.

On notera également que ces données portent sur la période 1984-1994 qui a vu un fort ralentissement économique de 1990 à 1994, de fortes fluctuations du taux de change du dollar canadien et la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE). Il n'est pas impossible qu'une étude similaire, effectuée sur dix autres années, donne des résultats quelque peu différents. Les données présentées ici indiquent cependant selon nous une tendance forte, au-delà des variations conjoncturelles. Les données présentées ici sont celles qui sont observées pour le Québec; la tendance est cependant pratiquement la même pour l'ensemble du Canada.

### Références

- Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (2000). *La PME au Québec 2000*, Québec.
- Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Direction générale de la planification, Direction de l'analyse économique (2001). *Taux de survie des entreprises au Québec et taux de passage*, Québec.
- Statistique Canada (2000). *Données du Programme d'analyse longitudinale des données (PALE)*, catalogue no 61C0027.
- Ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche. « Taux de survie des entreprises au Québec et taux de passage », *Site Web du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche*, [En ligne], [<http://www.mic.gouv.qc.ca/taux-survie/index.html>].

Quand on examine la différence en ce qui concerne le chômage entre le Québec et l'Ontario, on constate que le Québec a connu un taux de création d'emplois salariés de 11,8% de 1983 à 1996, légèrement supérieur à celui de l'Ontario qui se trouvait à 11.5%. Par contre le taux de perte d'emplois au Québec était de 10.2%, supérieur à celui de l'Ontario, 9.7%.

Ainsi si la taux de chômage est plus élevé au Québec qu'en Ontario, ce n'est pas parce que le Québec crée moins d'emplois que l'Ontario, mais plutôt parce qu'il ne parvient pas aussi bien à conserver les emplois existant.

## Propriété et contrôle de l'entreprise au Québec

Le contrôle des entreprises au Québec selon la répartition des emplois entre secteur privé et secteur public, 1991

Secteur	Emplois sous contrôle			Total
	non canadien	canadien anglophone	canadien francophone	
<b>Secteur privé</b>	<b>261 399</b>	<b>643 661</b>	<b>1 405 440</b>	<b>2 310 500</b>
% du secteur privé	11,3	27,9	60,8	100,0
% de l'emploi total	8,7	21,5	47,0	77,3
<b>Primaire</b>	<b>6 136</b>	<b>14 730</b>	<b>88 134</b>	<b>109 000</b>
% du secteur privé	0,3	0,6	3,8	4,7
% du secteur	5,6	13,5	80,9	100,0
% de l'emploi total	0,2	0,5	2,9	3,6
<b>Secondaire</b>	<b>142 341</b>	<b>190 181</b>	<b>343 678</b>	<b>676 200</b>
% du secteur privé	6,2	8,2	14,9	29,3
% du secteur	21,1	28,1	50,8	100,0
% de l'emploi total	4,8	6,4	11,5	22,6
<i>Fabrication</i>	137 874	175 627	218 599	532 100
% du secteur privé	6,0	7,6	9,5	23,0
% du secteur	25,9	33,0	41,1	100,0
% de l'emploi total	4,6	5,9	7,3	17,8
<i>Construction</i>	4 467	14 554	125 079	144 100
% du secteur privé	0,2	0,6	5,4	6,2
% du secteur	3,1	10,1	86,8	100,0
% de l'emploi total	0,1	0,5	4,2	4,8
<b>Tertiaire</b>	<b>112 922</b>	<b>438 750</b>	<b>973 628</b>	<b>1 525 300</b>
% du secteur privé	4,9	19,0	42,1	66,0
% du secteur	7,4	28,8	63,8	100,0
% de l'emploi total	3,8	14,7	32,6	51,0
<b>Secteur public</b>	<b>0</b>	<b>137 771</b>	<b>539 829</b>	<b>677 600</b>
% du secteur public	0,0	20,3	79,7	100,0
% de l'emploi total	0,0	4,6	18,1	22,7
<b>Grand total</b>	<b>261 399</b>	<b>781 432</b>	<b>1 945 269</b>	<b>2 988 100</b>
% de l'emploi total	8,7	26,2	65,1	100,0

Note : Ces données sont exprimées en pourcentage des emplois et non pas des actifs, des ventes ou des profits. C'est cependant la seule mesure disponible qui, malgré quelques réserves, peut par ailleurs permettre la comparaison avec 1961.

Source : Vaillancourt, François, et Michel Leblanc (1993). *La propriété de l'économie du Québec en 1991 selon le groupe d'appartenance linguistique*, Montréal, Office de la langue française, p. 38.

La croissance des entreprises québécoises est un phénomène indéniable, particulièrement affirmé depuis les années 60.

### **Le financement de l'entreprise**

Le financement de l'entreprise est un facteur clé dans son développement.

Les problèmes de financement des nouvelles entreprises ont souvent été évoqués par de nombreux acteurs et les institutions financières ont souvent été critiqués pour une gestion trop serrée des marges de crédit ayant précipité plusieurs PME dans la faillite, surtout lors des périodes de récession.

Il en existait 405 en 2000 à travers le Québec, dont 331 fonds régionaux et locaux, qui ont permis des investissements de 50 000 \$ à 500 000 \$.

Les moyennes et les grandes entreprises ont pour leur part accès à d'autres sources de financement. Elles peuvent émettre des obligations, des actions.

### **Le profil des entrepreneurs au Québec**

On distingue quatre catégories :



1. L'entrepreneuriat de reproduction, qui crée peu de valeurs nouvelles et se développe dans des activités connues, ressemblant à celles d'autres entreprises existantes (par exemple, un dépanneur);
2. L'entrepreneuriat d'imitation, qui permet à l'entrepreneur de changer sa situation (par un cadre crée sa propre entreprise)
3. L'entrepreneuriat de valorisation, qui est le d'un entrepreneur ayant une idée originale et offrant une valeur nouvelle.
4. L'entrepreneuriat d'aventure, qui, en apportant une innovation et un nouveau produit créant de nouvelles valeurs, peut amener un changement qui va au-delà de l'entreprise (par exemple, le Cirque du Soleil.)

# L'entrepreneuriat féminin.

## L'entrepreneuriat féminin : un portrait sommaire

- « Un tiers des entrepreneurs sont des femmes.
- « Le taux de croissance du nombre de femmes entrepreneures est plus important que celui des hommes.
- « Les femmes d'affaires sont plus jeunes que les hommes d'affaires mais plus âgées que les travailleuses rémunérées.
- « Le revenu annuel moyen des femmes d'affaires est plus faible que celui des travailleuses salariées et des hommes d'affaires.
- « Un grand nombre de femmes ont démarré leur entreprise dans un secteur où elles ne possédaient pas d'expérience. Une situation contraire à celle des hommes.
- « Les hommes d'affaires travaillent en moyenne de plus longues heures que les femmes d'affaires. Le temps partiel est plus répandu chez les femmes entrepreneures, sauf chez celles qui gèrent des employés.
- « Les entreprises dirigées par des femmes sont plus jeunes.
- « Bien qu'elles se retrouvent dans tous les secteurs, une grande part des entreprises démarrées par des femmes se concentrent dans les secteurs de la vente au détail et des services.
- « La principale source de financement des entreprises démarrées par des femmes est leurs économies personnelles.
- « Plusieurs obstacles semblent isoler la femme entrepreneure : concentration dans des secteurs d'activités traditionnellement féminins, manque d'expérience pertinente, pénurie de réseaux d'entraide, responsabilités domestiques et familiales, difficultés d'accès au financement. »

Légaré, Marie-Hélène, et Louise Saint-Cyr (2000). *Portrait statistique des femmes entrepreneures : les indicateurs de l'entrepreneuriat féminin et la disponibilité des données sur les femmes et leur entreprise*, Chaire de développement et de relève de la PME, HEC, rapport réalisé à la demande du ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, p. 21.

## Résumé

Au Québec, on compte plus de 195 000 employeurs, qui sont en grande majorité des entreprises. Celles-ci diffèrent selon leur taille, leur statut juridique, le type de propriété qui les caractérise ou le type de contrôle qu'on y exerce. Elles sont situées dans plusieurs régions et œuvrent dans de nombreux secteurs d'activité; les types de gestion et les procédés de fabrication qu'elles adoptent peuvent aussi varier de l'une à l'autre. Dans ce chapitre, nous avons d'abord défini l'entreprise et présenter les différents types d'entreprises ainsi que leurs formes juridiques. Nous avons ensuite abordé la taille des entreprises ainsi que les notions de propriété et de contrôle. Nous avons finalement discuté du profil des entrepreneurs et du fonctionnement de l'entreprise au Québec.

Qu'est-ce qu'une entreprise? *A priori*, la réponse semble évidente. Pourtant, dans les manuels consacrés à l'étude de l'entreprise, plusieurs définitions sont proposées. Pour notre part, nous proposons la définition suivante :

*Une entreprise est une organisation autonome dont l'objectif est de produire des biens et des services destinés à être vendus.*

La raison d'être de l'entreprise est la *production* de biens matériels ou de services, qui combine l'utilisation de la force de travail et des compétences de la main-d'œuvre, l'injection de capitaux et l'emploi de certaines technologies.

Toutes les organisations et tous les employeurs ne sont donc pas des entreprises. Un ministère, par exemple, une municipalité ou un établissement de santé du réseau public (hôpital, CLSC), même s'ils assurent la production de services, qui sont d'ailleurs comptabilisés dans la comptabilité nationale, ne sont pas des organisations autonomes et ne produisent pas ces services dans le but de les vendre.

Selon les objectifs que se donne l'entreprise, sa taille, son financement, les contraintes auxquelles elle doit faire face et les moyens dont elle dispose, celle-ci prendra des formes différentes sur lesquelles il importe de s'arrêter davantage.

Selon le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche (MFER), il existait en 1997 au Québec quelque 198 000 « entreprises » (en fait, employeurs). Le MFER tire ses données du Programme pancanadien de statistiques sur les petites entreprises (PPSPE) de Statistique Canada. Cette enquête permet de rassembler des données à la fois sur les entreprises et sur les emplois

qu'on y trouve. Une autre division de Statistique Canada, la Division du registre des entreprises, mentionne, pour septembre 1999, 462 194 entreprises, dont 242 435 comptent des employés. L'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) du Québec en dénombre pour sa part, en 1999, 603 000, dont 304 359 comptent des employés.

Les différences parfois substantielles entre ces données de différentes sources s'expliquent principalement par la définition de l'entreprise et la méthodologie utilisées pour comptabiliser les entreprises.

La plupart des entreprises sont de petite taille : près des trois quarts des entreprises au Québec en 1997 comptaient moins de cinq employés et ne représentaient qu'un peu plus de 10 % des emplois totaux (ces entreprises comptaient en moyenne deux employés). Les entreprises de 5 à 19 employés représentaient 19 % des entreprises et un peu plus de 14 % des emplois. Au total, les entreprises de moins de 50 employés comptaient pour plus de 95 % du nombre total d'entreprises et un peu plus de 35 % des emplois. Quant aux entreprises de moins de 100 employés, elles représentaient 98 % des entreprises et 41 % des emplois. En revanche, les entreprises de 500 employés ou plus représentaient 0,6 % du nombre total d'entreprises, mais quelque 40 % des emplois (voir tableau 13.3 et graphique 13.1).

On parle souvent du Québec comme étant le royaume de la PME. Pourtant, la proportion d'entreprises de moins de 100 employés au Québec et en Ontario est sensiblement la même : en 1997, cette part était de 97,8 % dans les deux provinces. Les données de la Division du registre des entreprises, au-delà des réserves que l'on y trouve sur l'interprétation des résultats, indiquent par ailleurs que c'est surtout au chapitre du nombre de très petites entreprises, ou entreprises artisanales (1 à 4 employés), que le Québec dépasse l'Ontario.

La part des emplois dans les entreprises de moins de 100 employés est cependant supérieure au Québec, et cela systématiquement, peu importe les années, l'écart se situant entre 6 et 7 points de pourcentage. Ainsi, en 1997, 43,9 % des emplois salariés se retrouvaient dans les entreprises de moins de 100 employés, alors que cette proportion n'était que de 37 % en Ontario. On notera de plus que, dans les deux provinces, la part de l'emploi dans les entreprises de moins de 100 employés a augmenté de 2 %.

Qu'est-ce qu'une PME? De façon générale, on peut la définir comme une entreprise indépendante qui ne domine pas son marché. Dans la pratique,

c'est moins évident. Le critère généralement retenu pour définir la PME est celui du nombre d'emplois. Cependant, selon les secteurs d'activité, le nombre d'emplois qui définit une PME peut varier. Dans le secteur manufacturier, par exemple, on dira qu'une PME est une entreprise de 200 employés ou moins alors que, ailleurs, ce pourra être 100 employés. Parfois, le critère de définition d'une PME sera les revenus tirés des ventes, c'est-à-dire le « chiffre d'affaires » : ainsi, selon Statistique Canada, dans ses statistiques financières et fiscales sur les entreprises, une petite entreprise est celle qui a un chiffre d'affaires de moins de 25 millions de dollars, une moyenne entreprise, un chiffre d'affaires variant entre 25 et 75 millions de dollars et une grande entreprise, un chiffre d'affaires de plus de 75 millions de dollars.

L'entreprise, suivant la logique de cet ouvrage, est un acteur de l'activité économique au même titre que d'autres acteurs : l'État, les travailleurs et travailleuses et diverses associations de la société civile. On peut cependant également voir l'entreprise comme le lieu de rencontre de différents acteurs : les travailleurs, les fournisseurs, la direction, les détenteurs de capitaux, les institutions financières et les créanciers. Chacun de ces groupes peut parfois se subdiviser en plusieurs groupes : ainsi, les détenteurs de capitaux ne sont pas forcément homogènes et peuvent adopter des stratégies différentes.